

ACCORD 9/17 ACCORD POUR MODIFIER L'ACCORD 13/10 RÉAFFIRMATION DES NORMES ET PROCÉDURES DE L'ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE

ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE (AEC)

**XXV^E RÉUNION PRÉPARATOIRE INTERSESSIONELLE POUR LA XXVIII^E
RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES**

Siège du Secrétariat de l'AEC, Port d'Espagne, République de Trinité et Tobago

(Réunion virtuelle)

Le 18 janvier, 2023

**ACCORD POUR MODIFIER
L'ACCORD 13/10 RÉAFFIRMATION DES NORMES ET PROCÉDURES DE
L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE**

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)

XXII RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES
La Havane, Cuba: 10 mars 2017

ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE (AEC)

XXII RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES

La Havane, Cuba : 10 mars 2017

Accord N°. 9/17

ACCORD POUR MODIFIER L'ACCORD 13/10 RÉAFFIRMATION DES NORMES ET PROCÉDURES DE L'ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE

Le Conseil des Ministres,

En vertu de:

L'Article III (1) de la Convention instituant l'AEC;

En gardant à l'esprit:

L'Accord n° 9/95 approuvé, lors de sa première réunion ordinaire tenue à Guatemala, République du Guatemala, le 1er décembre 1995, par laquelle le Conseil a adopté son propre règlement intérieur;

Envisageant également:

L'Accord 7/95 Adoption du Mandat des Comités spéciaux, approuvé à la première Réunion Ordinaire du Conseil des Ministres, Guatemala, le 1 décembre 1995, présenté à l'Annexe 1 de l'Accord ;

Convient:

1. De modifier l'annexe à l'Accord 13/10 pour inclure une disposition complémentaire à l'article XVIII comme indiqué ci-dessous:

Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le Secrétariat transmettra dans un délai d'un jour ouvrable après la clôture de chaque réunion, un Résumé Exécutif de la réunion, qui doit inclure les décisions prises à la réunion.

2. Que l'annexe à l'Accord 13/10 doit donc se lire comme suit:

Annexe

- i. Les membres doivent s'efforcer d'être représentés de façon appropriée à toutes les réunions du Conseil Ministériel incluant les Réunions Intersessionnelles Préparatoires du Conseil des Ministres et le Bureau Exécutif.
- ii. Les membres doivent s'efforcer d'assurer leur représentation à un niveau approprié et avec les compétences requises et adéquates au travail de chaque Comité Spécial, le Fond Spécial de l'AEC, la Commission sur la Mer des Caraïbes ou toute autre filiale du Conseil des ministres.
- iii. En dehors de circonstances exceptionnelles qui seront définies par leurs Présidences respectives, les Réunions du Conseil, les Comités Spéciaux, le Fond Spécial de l'AEC, La Commission sur la Mer des Caraïbes et toute autre filiale du Conseil Ministériel se tiendront deux fois par année calendaire maximum, la norme étant une réunion annuelle unique.
- iv. En dehors de circonstances exceptionnelles qui seront définies par leurs Présidences respectives, les Réunions du Conseil Ministériel (y compris les Réunions Intersessionnelles Préparatoires et les Réunions du Comité de Direction), les Comités Spéciaux, le Fond Spécial de l'AEC, La Commission sur la Mer des Caraïbes et toute autre filiale du Conseil Ministériel se tiendront au siège de l'AEC du pays qui assure la Présidence ou tout autre pays membre qui se sera porté volontaire lors de la réunion précédente.
- v. De façon à assurer le bon fonctionnement de l'Association visant à accomplir les objectifs fixés, les programmes, les projets et les activités, pour les questions de nature urgente, il se peut que le Secrétariat consulte ses membres par le biais d'une correspondante écrite.
- vi. Le délai d'obtention de réponses des membres dans le cas du point **v** ci-dessus, ne devrait pas dépasser 10 jours ouvrés. Dans le cas contraire la règle de non-objection s'appliquera.
- vii. A l'exception de la Réunion Inter-secrétariat Annuelle ainsi que dans les cas mentionnés dans le point **viii** de ces réglementations, aucune réunion de l'AEC, ni aucune assemblée utilisant le nom ou le logo de l'Association ou représentant l'engagement de ressources humaines, financières ou autre appartenant à

l'Association ne devrait être tenue par le Secrétariat sans le consentement express et clair de la Présidence du Conseil Ministériel, quelle que soit l'origine du financement.

- viii.** Au sujet du point **vii**, ci-dessus, les réunions supervisées par les Comités Spéciaux, le Fond Spécial de l'AEC, la Commission sur la Mer des Caraïbes et toute autre filiale du Conseil Ministériel, le consentement express et clair de la Présidence respective devrait suffire.
- ix.** Au sujet des points **vii** et **viii**, ci-dessus, aucun mécanisme de non-objection ne devrait être envisagé ni déduit.
- x.** En dehors de circonstances exceptionnelles, définies par le Conseil ou la présidence respective, aucune réunion du Comité Spécial, du Fond Spécial de l'AEC, de la Commission sur la Mer des Caraïbes ou autre filiale du Conseil Ministériel de même que toute assemblée utilisant ou affichant le nom ou le logo de l'Association ou représentant l'engagement de ressources humaines, financières ou autre appartenant à l'Association ne devrait être tenue moins de 2 mois (60 jours calendaires) avant la date convenue par la Présidence de chaque partie.
- xi.** Sans préjudice au point **x** ci-dessus, le Secrétariat peut tenir des Réunions des Groupes Techniques ou d'Experts en vigueur dans les Comités Spéciaux ou les filiales de la Commission sur la Mer des Caraïbes pour réaliser des mandats spécifiques pour les-dit Comités pour l'avancée des programmes, projets et activités approuvées en accord avec l'Accord Ministériel 10/07.
- xii.** Confirmation par au minimum 10 membres et au minimum 1 membre de chaque sous-groupe de l'AEC, 10 jours calendaires avant la date de chaque réunion seront nécessaires avant que le Secrétaire Général (dans le cas de Réunions du Conseil Ministériel et des Réunions du Comité Spécial sur le Budget et l'Administration) ou le Directeur d'Unité du Secrétariat (dans le cas de Comités Spéciaux) ne décide automatiquement de différer la réunion après en avoir informé la Présidence respective.
- xiii.** Lors de réunions du Comité Spécial sur le Budget et l'Administration et des réunions du Conseil des Représentants nationaux du Fond Spécial, le Secrétariat sera représenté par le Secrétaire Général en tant qu'Officier en Chef de l'Administration de l'Association des Etats de la Caraïbe, comme stipulé dans la convention de l'AEC¹ et dans le manuel du personnel².

¹ Art XIV, Para.1

- xiv.** Lors de réunions des Comités Spéciaux, autres que ceux décrits dans le point xii ci-dessus, le Secrétariat sera représenté par le Directeur respectif, élu selon la convention de l'AEC³ et en accord avec le manuel du personnel de l'AEC⁴.
- xv.** En dehors de circonstances exceptionnelles déterminées par la Présidence respective, le Secrétariat transmettra par courrier électronique la proposition d'Ordre du jour, telle qu'approuvée par la Présidence, dans le mois (30 jours calendaires) précédant la date de chaque réunion.
- xvi.** Une période de 15 jours calendaires après l'obtention de la proposition d'ordre du jour est établie pour permettre aux membres d'envoyer au Secrétariat des commentaires, de demander des clarifications et de proposer des ajouts à la proposition de l'ordre du jour.
- xvii.** En dehors de circonstances exceptionnelles déterminées par la Présidence respective, le Secrétariat transmettra, sous 15 jours calendaires après la réunion, tout autre document relatif aux réunions qui nécessite une action de la part du Conseil Ministériel, des Comités Spéciaux, du Fond Spécial de l'AEC ou tout autre filiale du Conseil Ministériel, de même que toute assemblée utilisant ou affichant le nom ou le logo de l'Association ou représentant l'engagement de ressources humaines, financières ou autre appartenant à l'Association.
- xviii.** Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le Secrétariat transmettra, dans un délai d'un jour ouvrable après la clôture de chaque réunion, un Résumé Exécutif de la Réunion qui doit inclure les décisions prises à la réunion.
- xix.** En dehors de circonstances exceptionnelles déterminées par la Présidence respective et en accord avec le Rapporteur, le Secrétariat devrait fournir la première proposition de rapport du Rapporteur dans les 7 jours ouvrés qui suivent la clôture de chaque réunion.
- xx.** Le Rapporteur de chaque réunion devrait fournir une deuxième proposition de rapport au Secrétariat dans les 10 jours ouvrés suivant chaque réunion.

² Ch. 4, Para 4.1

³ Art. IX, Sub-para e)

⁴ Ch. 4, Para. 4.2

- xxi.** Le Secrétariat devrait distribuer la deuxième proposition de rapport et attendre les commentaires des participants, pas plus de 5 jours ouvrés, avant de transmettre le rapport final aux membres de l'AEC.